

De Minister van Onderwijs,  
Mevr. M.-M. SCHYNNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
Mevr. I. SIMONIS

—  
Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 305-1. — Commissieadviezen, nr. 305-2 tot 305-3. — Verslag, nr. 305-4.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 13 juli 2016.

—————

**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2016/29352]

**29 JUIN 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des titres, diplômes et certificats d'études supérieures délivrés à l'étranger**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, l'article 1<sup>er</sup> ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les articles 92 et 93, modifiés par les décrets du 25 juin 2015 et du 15 juin 2016 ;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ;

Vu l'arrêté royal du 4 septembre 1972 déterminant, en ce qui concerne l'enseignement artistique, les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1996 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers aux grades académiques ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mars 1997 réglant le fonctionnement de la Commission d'équivalence telle que prévue aux articles 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1996 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers aux grades académiques ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 avril 2004 portant exécution du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes d'enseignement supérieur étrangers aux diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long délivrés en Hautes Ecoles en Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 janvier 2016 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 janvier 2016 ;

Vu le protocole de négociation S1612 du Comité de Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement, conclu le 15 février 2016 ;

Vu l'avis n° 5/2016 de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, en application de l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, donné le 15 mars 2016 ;

Vu l'avis 59.180/2 du Conseil d'État, donné le 30 mai 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, tel que modifié par la loi du 20 janvier 2014 ;

Considérant le décret du 19 juillet 2007 portant assentiment à la Convention conjointe Conseil de l'Europe/Unesco sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la Région européenne, adoptée à Lisbonne le 11 avril 1997 et signée par la Belgique le 7 mars 2005 ;

Considérant la décision du Comité de Ministres Benelux du 18 mai 2015 relative à la reconnaissance mutuelle automatique générique de niveau des diplômes de l'enseignement supérieur ;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale ;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> Administration : la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique de l'Administration générale de l'Enseignement au sein du Ministère de la Communauté française ;

2<sup>o</sup> décret : le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

3<sup>o</sup> ARES : l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur visée à l'article 18 du décret ;

4<sup>o</sup> équivalence à un grade académique : le processus défini à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 32<sup>o</sup>, du décret et visé à l'article 92 du décret ;

5<sup>o</sup> équivalence de niveau d'études : le processus défini à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 32<sup>o</sup>, du décret et visé à l'article 93 du décret ;

6<sup>o</sup> Ministre : le ou les ministres qui ont dans leurs attributions l'enseignement supérieur de plein exercice et de promotion sociale.

**Art. 2.** Conformément à la décision du Comité de Ministres Benelux du 18 mai 2015 relative à la reconnaissance mutuelle automatique générique de niveau des diplômes de l'enseignement supérieur, le niveau des diplômes de bachelier et de master délivrés par un établissement d'enseignement supérieur reconnu des Pays-Bas ou du Grand-Duché de Luxembourg et sanctionnant la réussite d'un programme d'enseignement supérieur reconnu par les autorités compétentes de ces pays est équivalent au niveau des études sanctionnées respectivement par un grade académique générique de bachelier ou de master en Communauté française.

**Art. 3.** Seul peut faire l'objet d'une demande d'équivalence un titre, diplôme ou certificat d'études délivré par un établissement d'enseignement supérieur étranger reconnu par les autorités publiques compétentes du pays où il se trouve et qui atteste la réussite d'un programme d'études supérieures réalisé à l'étranger et reconnu par les mêmes autorités.

**Art. 4.** Tout titulaire d'un titre, diplôme ou certificat d'études supérieures délivré à l'étranger peut introduire une demande d'équivalence s'il remplit l'une des conditions suivantes :

1° il est domicilié en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

2° la demande est introduite en vue d'exercer un emploi en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

3° la demande est introduite en vue de poursuivre en Communauté française des études supérieures dont l'accès requiert une équivalence à un grade académique.

**Art. 5.** En aucun cas, l'octroi d'une équivalence ne peut avoir comme résultat de reconnaître des études dont le niveau de formation ou le programme ne sont pas au moins comparables à celles organisées en Communauté française.

**Art. 6.** Il est créé une Commission d'équivalence chargée d'émettre un avis sur les demandes d'équivalence qui lui sont soumises par l'administration. La composition et les modalités de fonctionnement de la Commission d'équivalence sont fixées au chapitre 4.

## CHAPITRE 2. — *De la procédure d'octroi des équivalences à un grade académique et des équivalences de niveau d'études*

**Art. 7.** Le Ministre statue sur l'équivalence des titres, diplômes et certificats d'études supérieures délivrés à l'étranger aux différents grades académiques de brevet d'enseignement supérieur, de bachelier pour les études de type court et de master, médecin et médecin vétérinaire pour les études de type long, sur avis de la Commission d'équivalence visée à l'article 6.

Sans préjudice de l'article 2 et à la demande expresse du demandeur d'équivalence, le Ministre statue sur l'équivalence de niveau d'études des titres, diplômes et certificats d'études supérieures délivrés à l'étranger, sur avis de la Commission d'équivalence visée à l'article 6.

**Art. 8.** Afin de constituer un dossier de demande d'équivalence à un grade académique, le demandeur d'équivalence fournit à l'administration les documents suivants :

1° une pièce d'identité ;

2° une copie certifiée conforme des documents suivants en langue originale : le(s) diplôme(s), les relevés de notes de l'ensemble du cursus suivi et, le cas échéant, le(s) supplément(s) au diplôme ;

3° une traduction en français de ce(s) diplôme(s), relevés de notes et, le cas échéant, supplément(s) au diplôme, par un traducteur juré dont la qualité est attestée par l'autorité belge ou étrangère compétente. Cette traduction n'est pas requise si la langue originale de ces documents est l'anglais ;

4° un programme officiel et détaillé des études supérieures accomplies ;

5° un descriptif des stages dans le cas où ceux-ci font partie du programme d'études ;

6° un exemplaire du mémoire ou du travail de fin d'études dans le cas où celui-ci fait partie du programme d'études, ainsi qu'un résumé de celui-ci en français ou en anglais ;

7° un curriculum vitae ;

8° la preuve du paiement des frais visés à l'article 12.

Afin de constituer un dossier de demande d'équivalence de niveau d'études, le demandeur d'équivalence fournit à l'administration les documents visés aux 1°, 2°, 3°, 7° et 8° de l'alinéa précédent.

L'administration peut exiger du demandeur des renseignements ou des documents complémentaires en vue de vérifier le respect des prescrits visés aux articles 3 à 5.

Dans les 10 jours de la réception de la demande d'équivalence, l'administration adresse au demandeur d'équivalence un accusé de réception du dossier complet ou l'informe des pièces à fournir en vue de compléter son dossier.

**Art. 9.** La Commission d'équivalence émet un avis sur les demandes d'équivalence à un grade académique en se basant sur les éléments suivants :

a) le niveau du titre, diplôme ou certificat d'études supérieures délivré à l'étranger, éventuellement défini par son positionnement au sein du cadre national des certifications, les conditions d'accès aux études et les effets académiques et professionnels ;

b) les acquis d'apprentissage, exprimés, notamment, par les activités d'apprentissage et les activités d'intégration professionnelle, en ce compris les résultats obtenus par l'étudiant aux activités précitées ;

c) le volume du programme d'études ayant mené au titre, diplôme ou certificat d'études supérieures délivré à l'étranger, éventuellement défini par la durée légale ou le nombre de crédits ;

d) la qualité du programme d'études, exprimée éventuellement par les résultats de l'évaluation de l'établissement de délivrance ou du programme par une agence externe indépendante en charge de la qualité.

La Commission d'équivalence émet un avis sur les demandes d'équivalence de niveau d'études en se basant sur les éléments visés aux a), c) et d) de l'alinéa précédent.

Les avis de la Commission d'équivalence sont rendus dans les 4 mois à dater de l'accusé de réception visé à l'article 8, alinéa 4. S'il n'a pas été donné dans ce délai, l'avis cesse d'être requis.

Si la Commission d'équivalence émet un avis défavorable quant à l'équivalence à un grade académique, elle se prononce sur l'équivalence de niveau d'études conformément à l'alinéa 2.

**Art. 10.** La décision du Ministre est notifiée au demandeur d'équivalence par l'administration dans les 40 jours qui suivent l'avis ou, à défaut d'avis, dans les 40 jours qui suivent la fin du délai visé à l'article 9, alinéa 3.

La décision de refus d'une équivalence à un grade académique peut être motivée par un seul des éléments cités à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque celui-ci présente une différence substantielle entre la formation réalisée à l'étranger et celle organisée en Communauté française.

À défaut d'une équivalence à un grade académique, le Ministre peut octroyer au demandeur d'équivalence une équivalence de niveau d'études.

La décision de refus d'une équivalence de niveau d'études peut être motivée par un seul des éléments cités à l'article 9, alinéa 2, lorsque celui-ci présente une différence substantielle entre la formation réalisée à l'étranger et celle organisée en Communauté française.

Tout réexamen de la demande d'équivalence est subordonné à la présentation par le demandeur d'équivalence d'éléments nouveaux de nature à modifier éventuellement la décision.

**Art. 11.** Dans le cas d'une formation conduisant à l'exercice d'une profession réglementée et pour les diplômes ne tombant pas dans le champ d'application de la directive 2005/36/CE, la Commission d'équivalence peut décider d'entendre le demandeur d'équivalence et l'octroi de l'équivalence à un grade académique peut être subordonné à l'obligation de présenter une ou plusieurs épreuves complémentaires relatives à l'exercice de cette profession en Belgique.

Pour l'application de l'alinéa précédent, on entend par profession réglementée une activité ou un ensemble d'activités professionnelles dont l'accès, l'exercice ou une des modalités d'exercice est subordonné directement ou indirectement à la possession de qualifications professionnelles déterminées et ce en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives spécifiques.

**Art. 12.** Les frais couvrant l'examen des demandes introduites en vue d'obtenir une équivalence sont fixés à 200 EUR. Par dérogation, ces frais sont fixés à 150 EUR pour les demandeurs ayant poursuivi leur scolarité dans un des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement reconnus par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

**Art. 13.** Par dérogation aux articles 7, alinéa 2, 9 et 10, l'avis de la Commission d'équivalence n'est pas requis pour les demandes d'équivalence de niveau d'études ayant pour objet :

1° un titre, diplôme ou certificat d'études supérieures dont l'administration considère qu'il a été délivré à l'étranger dans les mêmes conditions que ceux ayant déjà fait l'objet d'au moins deux décisions d'équivalence de niveau d'études ;

2° un titre, diplôme ou certificat d'études supérieures délivré à l'étranger qui figure dans la liste dressée à cet effet par l'administration, en application d'un processus de coopération intergouvernementale visant l'harmonisation des systèmes d'enseignement supérieur. L'administration assure la publication de cette liste et son actualisation régulière.

Après examen de la demande par l'administration, celle-ci notifie la décision du Ministre au demandeur d'équivalence dans les 2 mois qui suivent l'accusé de réception visé à l'article 8, alinéa 4.

Par dérogation à l'article 12, les frais couvrant l'examen des demandes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont fixés à 65 EUROS.

### *CHAPITRE 3. — Dispositions particulières relatives aux réfugiés et bénéficiaires de la protection subsidiaire*

**Art. 14.** Sans préjudice des articles 8, alinéas 3 et 4, 9 et 10, les réfugiés et les bénéficiaires de la protection subsidiaire visés aux articles 48 et 48/2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, qui ne peuvent pas produire les documents énumérés à l'article 8, alinéa 2, ou dont les documents ne peuvent pas être authentifiés, peuvent se voir octroyer une équivalence de niveau d'études par le Ministre, sur avis de la Commission d'équivalence, pour autant qu'ils fournissent à l'administration au minimum les documents suivants :

- 1° une pièce d'identité,
- 2° un curriculum vitae,
- 3° tout document démontrant la détention du titre, diplôme ou certificat d'études supérieures délivré à l'étranger,
- 4° le document attestant le statut de réfugié ou de bénéficiaire de la protection subsidiaire.

Si elle le juge nécessaire, la Commission d'équivalence peut décider d'entendre le demandeur d'équivalence.

**Art. 15.** Les réfugiés et les bénéficiaires de la protection subsidiaire sont exemptés des frais de procédure.

### *CHAPITRE 4. — De la Commission d'équivalence*

**Art. 16.** La Commission d'équivalence est constituée de sections correspondant aux domaines d'études visés à l'article 83, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret. Une section peut être composée de sous-sections qui répondent aux mêmes règles de fonctionnement que la section.

**Art. 17.** Chaque section comprend au minimum trois membres qui sont issus du personnel des établissements d'enseignement supérieur habilités à délivrer des diplômes dans le domaine d'études concerné. Les membres sont désignés par le Ministre, sur proposition de l'ARES, pour une période renouvelable de deux ans. Les membres désignent parmi eux un président dont la voix est prépondérante en cas de parité des voix.

Par dérogation, les sections correspondant aux domaines de la théologie et des sciences vétérinaires peuvent ne comprendre que deux membres issus du même établissement.

**Art. 18.** Chaque section peut recourir à des experts externes lorsqu'elle l'estime nécessaire.

**Art. 19.** Chaque section se réunit au sein de l'administration au moins trois fois par an et délibère valablement si la moitié de ses membres sont présents. Toutefois, lorsqu'aucune demande relevant du domaine correspondant n'est introduite au cours des quatre mois qui suivent une réunion de la section, celle-ci peut ne pas se réunir au moins trois fois par an.

Le secrétariat de chaque section est assuré par l'administration qui peut recourir à la vidéo-conférence et, à titre exceptionnel, à une procédure électronique à la demande de la section ou si l'administration constate l'impossibilité de réunir la section dans les délais requis.

**Art. 20.** L'entretien visé aux articles 11, alinéa 1<sup>er</sup>, et 14, alinéa 2, se déroule à l'administration et a pour effet d'étendre d'un mois le délai durant lequel l'avis doit être rendu.

Les épreuves complémentaires visées à l'article 11, alinéa 1<sup>er</sup>, portent sur une ou plusieurs matières déterminées par la section. Ces épreuves sont organisées par les établissements d'enseignement supérieur concernés et ont pour effet d'étendre d'un mois le délai durant lequel l'avis doit être rendu.

**Art. 21.** Les frais de déplacement des membres et des experts externes n'ayant pas leur résidence administrative à Bruxelles sont remboursés conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

#### CHAPITRE 5. — *Dispositions modificatives, abrogatoires et finales*

**Art. 22.** Dans l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, les mots « à l'exception de l'enseignement universitaire » sont remplacés par les mots « à l'exception de l'enseignement supérieur ».

**Art. 23.** Dans l'article 5 de l'arrêté royal du 4 septembre 1972 déterminant, en ce qui concerne l'enseignement artistique, les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « la profession d'architecte ou » sont abrogés ;

2° les mots « , à l'exclusion de l'enseignement supérieur, » sont insérés entre les mots « par l'enseignement artistique » et « et qui invoquent ».

**Art. 24.** Sont abrogés, sauf pour les demandes d'équivalence introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, les dispositions suivantes :

1° l'article 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3, et l'article 9 bis, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ;

2° les mots « - 200 EUR pour une équivalence à un diplôme de l'enseignement supérieur artistique. Par dérogation à ce qui précède, ces frais sont fixés à 150 EUR pour les demandeurs ayant poursuivi leur scolarité dans un des pays bénéficiaires de l'aide publique au développement reconnus par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) », à l'article 5 bis de l'arrêté royal du 4 septembre 1972 déterminant, en ce qui concerne l'enseignement artistique, les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ;

3° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1996 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers aux grades académiques ;

4° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mars 1997 réglant le fonctionnement de la commission d'équivalence telle que prévue aux articles 3 et 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1996 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers aux grades académiques ;

5° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 avril 2004 portant exécution du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités ;

6° l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes d'enseignement supérieur étrangers aux diplômes d'enseignement supérieur de type court et de type long délivrés en Hautes Ecoles en Communauté française.

**Art. 25.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 septembre 2016.

**Art. 26.** Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur de plein exercice dans ses attributions et le Ministre qui a l'Enseignement supérieur de promotion sociale dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 juin 2016.

Le Ministre-Président,  
Rudy DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
Jean-Claude MARCOURT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,  
Isabelle SIMONIS

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29352]

**29 JUIN 2016. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse attesten, diploma's en getuigschriften van het hoger onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, artikel 1;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, de artikelen 92 en 93, gewijzigd door de decreten van 25 juni 2015 en 15 juni 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 september 1972 tot vaststelling, wat betreft het kunsonderwijs, van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1996 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's of getuigschriften met de academische graden;

Gelet het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 maart 1997 betreffende de organisatie en de werking van de gelijkwaardigheidscommissie zoals bepaald in de artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1996 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's of getuigschriften met de academische graden;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 april 2004 tot uitvoering van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's van het hoger onderwijs met de diploma's van het hoger onderwijs van het korte of lange type uitgereikt in de hogescholen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 januari 2016;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 januari 2016;

Gelet op het onderhandelingsprotocol S1612 van het Comité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overhedsdiensten, afdeling II, samen vergaderend, gesloten op 15 februari 2016;

Gelet op het advies nr. 5/2016 van de Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs, met toepassing van artikel 21, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, gegeven op 15 maart 2016;

Gelet op het advies 59.180/2 van de Raad van State, gegeven op 30 mei 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, zoals gewijzigd door de wet van 20 januari 2014;

Overwegende het decreet van 19 juli 2007 tot goedkeuring van het gezamenlijke Verdrag tussen de Raad van Europa en Unesco inzake de erkenning van diploma's betreffende het hoger onderwijs in de Europese Regio, aangenomen in Lissabon op 11 april 1997 en ondertekend door België op 7 maart 2005;

Overwegende de beslissing van het Comité van Ministers van de Benelux van 18 mei 2015 betreffende de automatische wederzijdse generieke niveauerkenning van diploma's hoger onderwijs;

Op voorstel van de Minister van Hoger Onderwijs en van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*****Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° bestuur: de Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique (de Algemene Directie van het niet-verplicht onderwijs en van het wetenschappelijk onderzoek) van het Algemeen Bestuur Onderwijs van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

2° decreet: het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

3° ARES: Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (Academie voor onderzoek en hoger onderwijs), zoals bedoeld in artikel 18 van het decreet;

4° gelijkwaardigheid aan een academische graad: het proces zoals gedefinieerd in artikel 15, § 1, eerste lid, 32°, van het decreet en bedoeld in artikel 92 van het decreet;

5° gelijkwaardigheid van studieniveau: het proces zoals gedefinieerd in artikel 15, § 1, eerste lid, 32°, van het decreet en bedoeld in artikel 93 van het decreet;

6° Minister: de minister(s) bevoegd voor hoger onderwijs met volledig leerplan en sociale promotie.

**Art. 2.** Overeenkomstig de beslissing van het Comité van Ministers van de Benelux van 18 mei 2015 betreffende de automatische wederzijdse generieke niveauerkenning van diploma's hoger onderwijs, is het niveau van bachelor-en masterdiploma's afgeleverd door een in Nederland of Luxemburg erkende inrichting voor hoger onderwijs en tot bekraftiging van het met goed gevolg voltooi(en) van een programma van hoger onderwijs dat is erkend door de bevoegde autoriteiten van deze landen, gelijkwaardig aan het niveau van studies die in de Franse Gemeenschap worden bekraftigd met een generieke academische bachelor- of mastergraad.

**Art. 3.** Alleen een attest, diploma of studiecertificaat dat is afgeleverd door een buitenlandse inrichting voor hoger onderwijs, erkend door de bevoegde publieke autoriteiten van het land waar deze zich bevindt, tot bekraftiging van het met goed gevolg voltooi(en) van een programma van hoger onderwijs, uitgevoerd in het buitenland en erkend door dezelfde autoriteiten, mag het voorwerp uitmaken van een aanvraag tot gelijkwaardigheid.

**Art. 4.** Elke houder van een buitenlands attest, diploma of studiegetuigschrift van hoger onderwijs kan een aanvraag tot gelijkwaardigheid indienen indien hij voldoet aan een van de volgende voorwaarden:

1° hij woont in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

2° de aanvraag is ingediend om een beroep uit te oefenen in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

3° de aanvraag is ingediend om in de Franse Gemeenschap hogere studies te volgen, waarvan de toegang een gelijkwaardigheid aan een academische graad vereist.

**Art. 5.** In geen geval mag het verlenen van een gelijkwaardigheid als resultaat hebben dat studies worden erkend, waarvan het opleidingsniveau of het programma niet minstens vergelijkbaar is met studies georganiseerd in de Franse Gemeenschap.

**Art. 6.** Er wordt een gelijkwaardigheidscommissie opgericht die belast is met het verstrekken van advies voor de aanvragen tot gelijkwaardigheid die het bestuur aan haar voorlegt. De samenstelling en werkwijze van de gelijkwaardigheidscommissie zijn vastgelegd in hoofdstuk 4.

*HOOFDSTUK 2. — De procedure van het verlenen  
van gelijkwaardigheid aan een academische graad en gelijkwaardigheid van studieniveau*

**Art. 7.** De Minister spreekt zich, op advies van de gelijkwaardigheidscommissie bedoeld in artikel 6, uit over de gelijkwaardigheid van buitenlandse attesten, diploma's en getuigschriften van het hoger onderwijs aan de verschillende academische graden van hoger onderwijs, bachelor voor studies van het korte type en master, geneeskunde en dierengeneeskunde voor studies van het lange type.

Onverminderd artikel 2 en op uitdrukkelijk verzoek van de aanvrager van de gelijkwaardigheid spreekt de Minister zich, op advies van de gelijkwaardigheidscommissie bedoeld in artikel 6, uit over de gelijkwaardigheid van het studieniveau van buitenlandse attesten, diploma's en getuigschriften van het hoger onderwijs.

**Art. 8.** Om een dossier te kunnen samenstellen voor een aanvraag tot gelijkwaardigheid aan een academische graad, bezorgt de aanvrager van de gelijkwaardigheid het bestuur de volgende documenten:

9° een identiteitsbewijs;

10° een eensluidend afschrift van de volgende documenten in hun oorspronkelijke taal: het (de) diploma('s), puntenlijsten van alle gevuldte vakken en, in voorkomend geval, het (de) diplomasupplement(en);

11° een Franse vertaling van dit (deze) diploma('s), puntenlijsten en, in voorkomend geval, diplomasupplement(en), door een beëdigd vertaler erkend door de Belgische of een buitenlandse bevoegde overheid. Deze vertaling is niet vereist indien de oorspronkelijke taal van deze documenten het Engels is;

12° een officieel en gedetailleerd programma van de gevuldte hogere studies;

13° een beschrijving van de stages indien deze deel uitmaken van het studieprogramma;

14° een exemplaar van de scriptie of het eindwerk indien deze deel uitmaken van het studieprogramma, alsook een samenvatting ervan in het Frans of Engels;

15° een cv;

16° het betalingsbewijs van de kosten bedoeld in artikel 12.

Om een dossier te kunnen samenstellen voor een aanvraag tot gelijkwaardigheid van het studieniveau, bezorgt de aanvrager van de gelijkwaardigheid het bestuur de onder punt 1°, 2°, 3°, 7° en 8° van het vorige lid bedoelde documenten.

Het bestuur mag van de aanvrager bijkomende inlichtingen of documenten eisen om te kunnen nagaan of de voorschriften van artikel 3 tot 5 werden nagekomen.

Binnen 10 dagen na de ontvangst van de aanvraag tot gelijkwaardigheid, zal het bestuur de aanvrager een bevestiging van ontvangst van het volledige dossier sturen of hem informeren dat er nog stukken ontbreken.

**Art. 9.** De gelijkwaardigheidscommissie stelt een advies op voor aanvragen tot gelijkwaardigheid aan een academische graad en baseert zich hierbij op de volgende elementen:

e) het niveau van het buitenlandse attest, diploma of getuigschrift van het hoger onderwijs, eventueel bepaald door de positionering ervan binnen het nationale kader van getuigschriften, de toegangsvoorwaarden voor de studies en de academische en professionele effecten ervan;

f) de leerresultaten, uitgedrukt, met name, door de leeractiviteiten en de activiteiten van professionele integratie, waaronder de resultaten die de student bij deze activiteiten heeft verkregen;

g) het volume van het studieprogramma dat heeft geleid tot het buitenlandse attest, diploma of getuigschrift van het hoger onderwijs, eventueel bepaald door de wettelijke door of hat aantal studiepunten;

h) de kwaliteit van het studieprogramma, eventueel uitgedrukt door de resultaten van de evaluatie van de uitreikende inrichting of van het programma door een onafhankelijk extern agentschap belast met de kwaliteit.

De gelijkwaardigheidscommissie stelt een advies op voor de aanvragen tot gelijkwaardigheid van het studieniveau en baseert zich hierbij op de onder a), c) en d) van het vorige lid beschreven elementen.

De adviezen van de gelijkwaardigheidscommissie worden verstrekken binnen de 4 maanden na de ontvangstbevestiging bedoeld in artikel 8, vierde lid. Is er binnen deze termijn geen advies gegeven, is niet langer een advies vereist.

Indien de gelijkwaardigheidscommissie een ongunstig advies geeft voor de gelijkwaardigheid aan een academische graad, spreekt ze zich uit over gelijkwaardigheid op studieniveau overeenkomstig het tweede lid.

**Art. 10.** De aanvrager van de gelijkwaardigheid wordt door het bestuur in kennis gesteld van de beslissing van de Minister binnen de 40 dagen volgend op het advies of, als er geen advies is gegeven, binnen de 40 dagen volgend op het einde van de termijn bedoeld in artikel 9, derde lid.

De beslissing om een gelijkwaardigheid aan een academische graad te weigeren mag worden gemotiveerd door een van de elementen genoemd in artikel 9, eerste lid, wanneer er sprake is van een aanzienlijk verschil tussen de buitenlandse opleiding en die in de Franse Gemeenschap.

Bij gebrek aan een gelijkwaardigheid aan een academische graad, mag de Minister de aanvrager van de gelijkwaardigheid een gelijkwaardigheid verlenen van het studieniveau.

De beslissing om een gelijkwaardigheid van studieniveau te weigeren mag worden gemotiveerd door een van de elementen genoemd in artikel 9, tweede lid, wanneer er sprake is van een aanzienlijk verschil tussen de buitenlandse opleiding en die in de Franse Gemeenschap.

Een nieuw onderzoek van de aanvraag tot gelijkwaardigheid is enkel mogelijk nadat de aanvrager van de gelijkwaardigheid nieuwe elementen heeft aangebracht die de beslissing eventueel zouden kunnen wijzigen.

**Art. 11.** In het geval van een opleiding die leidt tot het uitoefenen van een geregellementeerd beroep en voor de diploma's die niet onderworpen zijn aan richtlijn 2005/36/EG, mag de gelijkwaardigheidscommissie beslissen om de aanvrager van de gelijkwaardigheid te horen en kan het verlenen van gelijkwaardigheid aan een academische graad afhankelijk zijn van de verplichting om een of meer bijkomende bewijzen voor te leggen met betrekking tot de uitoefening van dat beroep in België.

Voor de toepassing van het vorige lid wordt onder 'geregellementeerd beroep' verstaan: een activiteit of een geheel van professionele activiteiten waarvan de toegang, de uitoefening of een van de uitoefeningsmodaliteiten rechtstreeks of onrechtstreeks afhankelijk is van het bezit van vastgelegde professionele kwalificaties en dit krachtens specifieke wettelijke, bestuursrechtelijke of administratieve bepalingen.

**Art. 12.** De kosten voor het onderzoek van de aanvragen ingediend om een gelijkwaardigheid te verkrijgen bedragen 200 EUR. In afwijking bedragen deze kosten 150 EUR voor de aanvragers die school hebben gelopen in een van de landen die officiële ontwikkelingshulp ontvangen, erkend door de Commissie voor Ontwikkelingsbijstand van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO).

**Art. 13.** In afwijking van de artikelen 7, tweede lid, 9 en 10, is het advies van de gelijkwaardigheidscommissie niet vereist voor aanvragen tot gelijkwaardigheid van studieniveau voor:

1° een attest, diploma of getuigschrift van het hoger onderwijs waarvan het bestuur meent dat het in het buitenland werd afgeleverd onder dezelfde voorwaarden als die van minstens twee andere beslissingen tot gelijkwaardigheid van studieniveau;

2° een buitenlands attest, diploma of getuigschrift van het hoger onderwijs, dat staat vermeld op de hiertoe door het bestuur opgestelde lijst, in toepassing van een proces van intergouvernementale samenwerking tot harmonisatie van de systemen van hoger onderwijs. Het bestuur zorgt ervoor dat deze lijst wordt gepubliceerd en regelmatig wordt geüpdateert.

Na het onderzoek van de aanvraag tot gelijkwaardigheid door het bestuur, stelt het bestuur de aanvrager van de gelijkwaardigheid binnen de 2 maanden die volgen op de in artikel 8, vierde lid genoemde ontvangstbevestiging in kennis van de beslissing van de Minister.

In afwijking van artikel 12 bedragen de kosten voor het onderzoek van de in het eerste lid bedoelde aanvragen tot gelijkwaardigheid 65 EURO.

#### HOOFDSTUK 3. — *Bijzondere bepalingen voor vluchtelingen en subsidiair beschermenden*

**Art. 14.** Onverminderd de artikelen 8, derde en vierde lid, 9 en 10, kan de Minister op advies van de gelijkwaardigheidscommissie aan vluchtelingen en subsidiair beschermenden zoals bedoeld in de artikels 48 en 48/2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, die niet de in artikel 8, tweede lid vermelde documenten kunnen voorleggen, of van wie de documenten niet kunnen worden gelegaliseerd, een gelijkwaardigheid van studieniveau verlenen, op voorwaarde dat ze het bestuur minstens de volgende documenten kunnen voorleggen:

1° een identiteitsbewijs,

2° een cv,

3° elk document dat aantoon dat deze persoon houder is van het buitenlandse attest, diploma of getuigschrift van het hoger onderwijs,

4° het document dat bewijst dat deze persoon het statuut van vluchteling of subsidiair beschermd heeft.

Indien de gelijkwaardigheidscommissie dit nodig acht, kan ze beslissen om de aanvrager van de gelijkwaardigheid te horen.

**Art. 15.** Vluchtelingen en subsidiair beschermenden zijn vrijgesteld van de procedurekosten.

#### HOOFDSTUK 4. — *De gelijkwaardigheidscommissie*

**Art. 16.** De gelijkwaardigheidscommissie is samengesteld uit afdelingen die overeenkomen met de in artikel 83, § 1, eerste lid van het decreet genoemde studiedomeinen. Een afdeling kan samengesteld zijn uit onderafdelingen die beantwoorden aan dezelfde regels als de bovenliggende afdeling.

**Art. 17.** Elke afdeling telt minstens drie leden afkomstig uit het personeel van de inrichtingen voor hoger onderwijs die bevoegd zijn om diploma's af te leveren in het domein van de studies in kwestie. De leden worden aangesteld door de Minister, op voorstel van de ARES, en dit voor een hernieuwbare periode van twee jaar. De leden benoemen onder hen een voorzitter van wie de stem beslissend is bij gelijkheid van stemmen.

In afwijking mogen de afdelingen voor de domeinen theologie en diergeneeskundige wetenschappen slechts twee leden tellen uit dezelfde inrichting.

**Art. 18.** Elke afdeling mag een beroep doen op externe deskundigen wanneer zij dit noodzakelijk acht.

**Art. 19.** Elke afdeling vergadert minstens drie maal per jaar op het bestuur en kan geldig beraadslagen indien de helft van haar leden aanwezig is. Indien in de loop van de vier maanden die volgen op een vergadering van een afdeling, voor hetzelfde domein geen andere aanvraag wordt ingediend, mag deze afdeling niet minstens drie maal per jaar samenkommen.

Het secretariaat van elke afdeling is in handen van het bestuur dat ook videoconferenties mag gebruiken en, in uitzonderlijke gevallen, een elektronische procedure op vraag van de afdeling of indien het bestuur vaststelt dat de afdeling onmogelijk binnen de vereiste termijn kan samenkommen.

**Art. 20.** Het in de artikels 11, eerste lid, en 14, tweede lid, beschreven onderhoud vindt plaats op het bestuur en verlengt de termijn met één maand, tijdens dewelke het advies moet worden afgegeven.

De extra bewijsstukken zoals bedoeld in artikel 11, eerste lid, betreffen een of meer door de afdeling bepaalde materies. Deze bewijsstukken worden georganiseerd door de inrichtingen voor hoger onderwijs in kwestie en verlengen de termijn met één maand, tijdens dewelke het advies moet worden afgegeven.

**Art. 21.** De verplaatsingskosten van de leden en externe deskundigen die niet gevestigd zijn in Brussel, worden terugbetaald overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

#### HOOFDSTUK 5. — *Wijzigingsbepalingen, opheffingsbepalingen en slotbepalingen*

**Art. 22.** In artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, worden de woorden "met uitzondering van universitair onderwijs" vervangen door de woorden "met uitzondering van het hoger onderwijs".

**Art. 23.** In artikel 5 van het koninklijk besluit van 4 september 1972 tot vaststelling, wat betreft het kunstonderwijs, van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "het beroep van architect of" worden ingetrokken;

2° de woorden "met uitzondering van hoger onderwijs" worden toegevoegd tussen de woorden "door kunstonderwijs" en "en die verzoeken".

**Art. 24.** Behalve voor de aanvragen tot gelijkwaardigheid ingediend voor de inwerkingtreding van dit besluit, worde de volgende bepalingen geschrapt:

1° artikel 1 tweede en derde lid, en artikel 9 bis, eerste lid, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften;

2° de woorden "- 200 EUR voor een gelijkwaardigheid van een diploma hoger kunst onderwijs. In afwijking van wat voorafgaat, bedragen deze kosten 150 EUR voor aanvragers die school hebben gelopen in een van de landen die officiële ontwikkelingshulp ontvangen, erkend door de Commissie voor Ontwikkelingsbijstand van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO)", in artikel 5 bis van het koninklijk besluit van 4 september 1972 tot vaststelling, wat betreft het kunstonderwijs, van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften;

3° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1996 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's of getuigschriften met de academische graden;

4° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 maart 1997 betreffende de organisatie en de werking van de gelijkwaardigheidscommissie zoals bepaald in de artikelen 3 en 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1996 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's of getuigschriften met de academische graden;

5° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 april 2004 tot uitvoering van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;

6° het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's van het hoger onderwijs met de diploma's van het hoger onderwijs van het korte of lange type uitgereikt in de hogescholen van de Franse Gemeenschap.

**Art. 25.** Dit besluit treedt in werking op 15 september 2016.

**Art. 26.** De Minister bevoegd voor Hoger Onderwijs met volledig leerplan en de Minister bevoegd voor Hoger Onderwijs voor sociale promotie zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 juni 2016.

De Minister-President,  
Rudy DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Jean-Claude MARCOURT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
Isabelle SIMONIS